

STATUTS ITLA

I NOM, LIEU, BUTS

Article 1

Par la présente est constituée une association internationale à visées pédagogiques et scientifiques dont le nom est «International Toy Library Association – Association Internationale des Ludothèques», ci-appelée « L’association ».

Cette association est régie par la loi belge du 25 octobre 1919 sur les ASBL, modifiée par la loi du 6 décembre 1954, la loi du 2 mai 2002 et le «Code des sociétés et des associations» repris par la loi du 23 mars 2019 qui dispose notamment que :

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents -sous forme électronique ou non- émanant de l’association doivent contenir :

- La dénomination de la personne morale, la forme légale en entier ou en abrégé,
- L’indication précise du siège de la personne morale
- Les termes « registre des personnes morales » ou l’abréviation «RPM» suivis de l’indication du tribunal du siège de la personne morale
- Le numéro d’au moins un compte bancaire dont l’association est titulaire auprès d’un établissement bancaire établi en Belgique
- Le cas échéant, l’adresse électronique et le site internet de la personne morale,
- Le cas échéant, l’indication que la personne morale est en liquidation

Toute personne qui intervient pour l’association dans un document visé ci-dessus où l’une de ces mentions ne figure pas peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris.

Article 2

Le siège social est établi sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, boulevard Théo Lambert 36 à 1070 Bruxelles ou à toute autre adresse sur décision du conseil d’administration. Le conseil d’administration peut établir si nécessaire des sièges additionnels.

L’adresse de son site internet est www.itla-toylibraries.org et son adresse électronique est info@itla-toylibraries.org

Les archives de l’ITLA seront stockées en un lieu (physique ou virtuel) décidé par le conseil d’administration.

Article 3

L’association internationale des ludothèques est une organisation internationale sans but lucratif comprenant des associations de ludothèques et des membres internationaux directs.

1. Une ludothèque est un service qui fournit à ses membres des opportunités de jeu partagé et/ou de prêt de jeux et jouets. Une ludothèque peut être à l'initiative d'individus, d'organisations caritatives, de gouvernements locaux, régionaux ou nationaux ou tout autre groupe ou opérateur de ce genre. Les membres des ludothèques peuvent être des enfants, des parents, des grands-parents, des tuteurs, des éducateurs (scolaires ou non) d'enfants, du personnel hospitalier et/ou des patients ou tout autre(s) personne(s) intéressée(s) par le jeu, les jeux et les jouets.
2. Les ludothèques servent le plus souvent possible de lieu-ressource, offrant l'information, le conseil et l'aide aux membres en plus du prêt de jeux et jouets.
3. Les ludothèques s'occupent de chacun, quels que soient son origine ethnique, son genre, son handicap, sa religion, sa langue ou ses nationalités.

Article 4

Le but de l'association est de promouvoir le jeu, les objets de jeu et l'interaction ludique essentiels à un développement éducatif, physique, psychologique, social et culturel optimal. Dans ce but, l'objet social développe les idées et actions suivantes :

1. Promouvoir le concept de ludothèque comme moyen d'amener le jeu et les objets de jeu vers les gens
2. Servir de lien entre les associations nationales de ludothèques, les groupes continentaux, les ludothèques et ludothécaires individuels en fournissant des occasions d'échanges internationaux d'idées et de matériel.
3. Etablir la journée mondiale du jeu comme un jour promouvant l'importance du jeu et des ludothèques
4. Maintenir un lien avec d'autres organisations, associations et individus intéressés par notre objet social ou qui pourraient le devenir, afin de partager des informations à propos du rôle des ludothèques dans le développement éducatif, physique, psychique, social et culturel.
5. Diffuser des informations à propos des jeux et jouets au service du développement éducatif, physique, psychique, social et culturel et attirer l'attention sur ceux qui pourraient leur être préjudiciables.
6. Organiser des événements internationaux périodiques et des conférences consacrées à la mise en commun de pratiques adéquates en ludothèques et à des débats sur différents aspects du jeu, des objets de jeu et des interactions ludiques.
7. Promouvoir et encourager le jeu comme un droit.
8. Organiser une formation en ludothéconomie
9. Organiser une certification internationale en ludothéconomie pour les membres de l'association.

Article 5

L'association peut recourir et utiliser tous les moyens légaux nécessaires ou utiles à la réalisation de l'un ou de chacun des buts pour lesquels elle est fondée et à cette fin, peut s'assurer, disposer et distribuer des fonds et biens personnels.

II ADHESION

Article 6

L'adhésion à l'association internationale des ludothèques est d'abord ouverte aux associations nationales des ludothèques. Le mot «national» fait référence autant à tous les pays qu'aux nations qui les composent jouissant d'une autonomie légale complète. L'association internationale des ludothèques peut également accueillir toute autre organisation, association, ludothèque ou personne physique intéressée par ses buts figurant à l'article 4. L'association doit compter au moins 9 membres.

Article 7

Les montants des cotisations sont fixés par le conseil d'administration. Ils ne peuvent excéder la somme de 400 €.

Article 8

Les membres doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Accepter d'adopter les statuts de l'association
2. Être en ordre de cotisation annuelle selon le montant fixé par le conseil d'administration. Un défaut de paiement équivaut à l'extinction du statut de membre.
3. Accepter la publication de leur noms et adresses sur les listes officielles de l'association.

L'approbation des nouveaux membres est soumise au conseil d'administration

Article 9

L'exclusion d'un membre de l'association peut être proposée par le conseil d'administration, pour attitude ayant causé dommage éthique et/ou matériel à l'association. Le membre doit présenter une défense dans les 15 jours, sous peine d'être déchu d'office de son statut de membre. La proposition d'exclusion doit être approuvée par un vote à la majorité des 2/3 des membres votants de l'assemblée générale, présents ou représentés, après audition de la défense de l'intéressé.

L'assemblée générale ne peut se prononcer sur l'exclusion d'un membre que si elle a été explicitement indiquée dans la convocation et que l'assemblée réunit au moins les 2/3 des

membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut représenter par procuration que maximum 2 autres membres.

Article 10

Chaque pays représenté parmi les membres désigne un représentant au titre de personne de contact pour servir de lien entre ce pays et l'association. Il est de la responsabilité de chaque personne de contact de communiquer pleinement avec son propre pays et de répondre aux requêtes du conseil d'administration de l'association.

III ASSEMBLEE GENERALE

Article 11

L'assemblée générale est composée de tous les membres de l'association. Elle a lieu lors de chaque congrès international de l'association ou dans n'importe quel autre lieu, en présentiel ou en virtuel, déterminé par le Conseil d'administration de l'association. Une assemblée générale particulière peut être organisée par les membres et/ou le comité d'administration si nécessaire. Une assemblée générale particulière doit adhérer à tous les articles ci-mentionnés. Elle a tous pouvoirs permettant la réalisation des buts de l'association.

Article 12

Les pouvoirs et responsabilités des membres incluent de manière non limitative :

1. L'approbation du budget et des comptes de l'association
2. Le passage en revue, la discussion, l'approbation des rapports et la décharge des administrateurs
3. L'élection et la révocation des membres du conseil d'administration
4. Les modifications, amendements ou refontes des statuts
5. La dissolution de l'association

Article 13

Les membres de l'association se rencontrent périodiquement lors de la conférence internationale de l'association, aux date et lieu désignés par le conseil d'administration. Cette rencontre peut se faire en présentiel ou en virtuel via une plateforme en ligne sécurisée. La convocation est envoyée à tout membre au moins 6 semaines avant la date fixée, par courriel ou tout autre moyen adéquat. Elle contient l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Les documents dont il sera question à l'assemblée générale doivent être joints.

Les membres recevront un ordre du jour contenant tous les points de discussion ainsi que les décisions et votes. Les membres ont le droit de connaître, préparer et contribuer à toutes

les décisions. Toute proposition doit être validée par 25% des membres effectifs pour être approuvée.

Article 14

Lors de l'assemblée générale, les droits de vote sont distribués comme suit :

- Chaque association nationale de ludothèque membre dispose de 10 voix via son représentant désigné
- Chaque ludothèque membre a 2 voix via son représentant désigné
- Toute autre personne morale ou physique membre dispose d'une voix

En cas de désaccord à propos des droits de vote, le conseil d'administration se réserve le droit de décider qui a le droit de vote.

Article 15

A chaque assemblée de membres, une majorité de présents ou de membres représentés ou ayant exprimé leur vote par voie postale ou électronique constitueront un quorum de 25 % pour permettre les décisions. Un vote à majorité absolue parmi un tel quorum est suffisant pour toute décision prise lors de cette assemblée, excepté dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Article 16

Chaque membre votant peut être représenté à l'assemblée générale par un autre membre votant en lui signant une procuration spécifique ou par une confirmation de vote postal ou électronique. Chaque membre votant ne peut disposer que d'une seule procuration.

Article 17

Toute action des membres de l'association peut être entreprise suite à un vote par correspondance ou par voie électronique, à condition de recueillir une majorité de votes favorables parmi les personnes de contact et représentants ayant répondu.

Article 18

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux, signés par les représentants généraux de l'association (à la main ou électroniquement) et conservé au siège social.

Les décisions relatives aux modifications statutaires, à la nomination et révocation des administrateurs et des délégués à la gestion journalière, ainsi qu'à la dissolution ou à la transformation de l'association sont déposées au greffe du tribunal de l'entreprise compétent pour être publiées au Moniteur Belge.

IV CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 19

Le conseil d'administration dirige les affaires de l'association et peut entreprendre au nom de celle-ci tout acte nécessaire à son administration, excepté ceux réservés en vertu de ces statuts au seul exercice des membres.

Les pouvoirs et responsabilités du conseil d'administration incluent de manière non limitative :

1. L'acceptation ou le rejet d'une adhésion
2. L'établissement du montant des cotisations et défraiements pour services
3. L'ouverture d'un compte bancaire dans le but de gérer les cotisations des membres, les participations et donations reçues et réaliser tout paiement nécessaire aux activités de l'association.
Le président et le trésorier ont pouvoir de signature sur le compte de l'association. Le vice-président ou le secrétaire approuveront également les paiements
4. L'élection du président, vice-président, secrétaire, trésorier et autres titulaire de postes que le conseil jugera utiles
5. Rédiger des conventions au nom de l'association et engager les ressources de celle-ci pour rencontrer toute obligation contractuelle
6. Acheter, vendre ou louer des biens réels ou fonds propres
7. Engager, superviser et licencier des employés
8. Consulter des experts en cas de besoin
9. Revoir les conditions d'adhésion
10. Etablir des commissions
11. Assurer une vacance au sein du conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale ou assemblée extraordinaire convoquée dans ce but
12. Représenter les intérêts des membres face aux particuliers, aux autres organisations et aux pouvoirs publics.

Article 20

Le conseil d'administration comprend quatre membres titulaires d'un poste et pas moins de trois simples administrateurs. Les membres du conseil d'administration sont membres de l'association et reflètent la distribution géographique des membres de l'association. Au moins un membre du conseil d'administration doit avoir la nationalité belge. Un représentant des organisateurs de la prochaine conférence internationale doit siéger au conseil d'administration. Les administrateurs désignent les titulaires de poste; ils établissent

le rôle des membres additionnels qui sont présentés et admis par les membres lors de l'assemblée générale.

Article 21

Les administrateurs sont élus par les membres au moment de la conférence internationale et sont en poste jusqu'à la conférence internationale suivante, après laquelle ils sont réputés démissionnaires d'office. Les administrateurs peuvent être élus par les membres plusieurs fois d'affilée. Le président restera en poste au moins pour deux mandats, sous réserve des termes de l'article 23, auquel cas le conseil d'administration désignera un président.

Article 22

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an en personnes ou virtuellement.

Une majorité (moitié plus un) des administrateurs, dont deux titulaires de postes, constitue le quorum nécessaire pour une réunion et le vote d'au moins la majorité des présents constitue une action du conseil d'administration. Un enregistrement électronique de cette réunion doit être mis à disposition.

Article 23

Toute proposition potentiellement introduite lors d'une réunion des administrateurs peut faire l'objet d'un vote par correspondance si ces derniers le jugent utile. La proposition mise au vote par correspondance (postale ou électronique) doit être envoyée à tous les membres du conseil d'administration et doit recueillir l'approbation d'une majorité d'entre eux.

Article 24

Un administrateur peut démissionner à tout moment sur notification écrite au/à la président(e). Un administrateur peut être suspendu de sa charge à tout moment si ses actes ou attitude ont causé un dommage éthique ou matériel à l'association ou quand il apparaît que ses obligations d'administrateur n'ont pas été remplies au détriment du fonctionnement du conseil d'administration. L'administrateur doit présenter une justification endéans les 15 jours suivant la notification sous peine de faire l'objet d'une suspension automatique. Après avoir pris connaissance de cette défense, la suspension doit faire l'objet d'un vote postal ou d'une conférence téléphonique d'au moins 2/3 des administrateurs alors en poste. Tel cas sera examiné lors de l'assemblée générale suivante.

Article 25

Si une vacance se produit avant l'échéance pour un titulaire de poste ou un autre administrateur, il est pourvu au remplacement sur accord des membres du conseil d'administration et la personne choisie reste en poste jusqu'à l'échéance prévue.

V POSTES OFFICIELS

Article 26

Les postes officiels de l'association sont les président, vice-président, secrétaire et trésorier qui sont élus au sein du conseil d'administration.

Article 27

Chaque titulaire d'un poste officiel est élu par le conseil d'administration lors de chaque conférence internationale pour une durée de trois ans.

Article 28

Le président est l'administrateur principal et préside les assemblées de l'association et le conseil d'administration et est membre de fait de tous les comités. Lors des assemblées générales ou lorsqu'il (elle) le juge opportun, il (elle) communique à l'association ou au conseil d'administration toute matière ou suggestion jugée favorable à l'association et accomplit les autres tâches nécessaires ou prescrites par le conseil d'administration. Le (la) président(e) peut prendre une décision présidentielle en cas d'urgence avérée. Il (elle) doit rendre compte de cette action au conseil d'administration à la première occasion. Tous les documents en lien avec l'association sont signés par le (la) président(e).

Article 29

Le vice-président est chargé d'exécuter les tâches du président en cas d'absence ou d'indisponibilité temporaire de ce dernier lors des assemblées, ainsi que les autres tâches que le président ou le conseil d'administration lui assigne.

Article 30

Le secrétaire et le trésorier agissent conformément aux tâches et responsabilités qui incombent habituellement à leurs postes.

Article 31

Les membres du conseil d'administration et des comités peuvent être défrayés des dépenses occasionnées pour activités et projets approuvés par le conseil d'administration et réalisés au cours de l'exercice de leurs fonctions, sur présentation des pièces justificatives ad hoc pour approbation par le conseil d'administration, à moins que celui-ci ait stipulé le montant du remboursement avant l'activité.

VI COMITES

Article 32

Le conseil d'administration nomme un comité des nominations au moment de la conférence internationale, qui propose aux membres de l'assemblée générale une liste de candidats pour chaque poste électif à pourvoir, y compris celui de président, vice-président, secrétaire, trésoriers et autres membres du conseil d'administration. Le président sortant préside le comité des nominations et ce dernier comprend notamment un titulaire de poste au sein du conseil d'administration, un autre administrateur et deux autres membres.

Article 33

Le ou la président(e), avec l'assentiment du conseil d'administration, peut nommer d'autres comités temporaires ou permanents, comités d'experts, groupes de travail ou groupes d'études de temps en temps nécessaires pour poursuivre les buts de l'association.

Article 34

Les actions légales sont entreprises par le conseil d'administration représenté par le (la) président(e) ou un autre membre désigné à cette fin par le conseil d'administration.

VII CHEF EXECUTIF

Article 35

Le conseil d'administration a le pouvoir de veiller à la gestion de l'association en rémunérant un chef exécutif, personne déléguée autorisée à agir au nom du conseil d'administration afin d'exécuter les décisions prises.

Article 36

Le chef exécutif est responsable de la conduite, du contrôle et de la direction du siège principal de l'association ; il exécute des tâches que lui assignées le conseil d'administration et lui en fait rapport. Le chef exécutif perçoit toutes les sommes payées ou dues à l'association, y compris les cotisations et contributions et dépose ces sommes sur le compte en banque de l'association et effectue les virements de ce compte afin de poursuivre les buts de l'association, sur autorisation du conseil d'administration.

Article 37

Une évaluation financière et un compte de dépenses et recettes sont préparés sur base régulière par un comptable publiquement accrédité, engagé par le conseil d'administration et à d'autres moments décidés par le conseil d'administration pour les dépenses de l'association.

VIII CONTRIBUTIONS

Article 38

L'exercice comptable annuel se termine au 31 décembre

Article 39

Le conseil d'administration peut faire un appel à contribution spécifique si des fonds supplémentaires sont nécessaires, quel que soit leur but.

IX DISSOLUTION

Article 40

L'association utilise ses fonds uniquement pour accomplir ses buts et objet social spécifiés dans les présents statuts et nulle part de ces fonds ne peut être utilisée par ou distribuée aux membres de l'association.

Article 41

En cas de dissolution de l'association, les sommes restantes seront redistribuées à une organisation caritative aux buts similaires à ceux de l'association. Sauf dissolution judiciaire, seule l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de l'association conformément au livre II, titre 8, chapitre 2 du code des sociétés et des associations tel qu'adopté par la loi du 23 mars 2019.

X AMENDEMENTS

Article 42

Les statuts peuvent être amendés, modifiés ou supprimés en tout ou en partie par les membres de l'association lors de toute réunion d'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, avec un quorum de 2/3 de membres présents (*physiquement ou via visioconférence*) pourvu que ces amendements, modifications ou suppressions aient été envoyés aux membres de l'assemblée générale au moins trente jours avant la date de la réunion ou que 2/3 des membres de l'assemblée générale se soient exprimés par un vote par correspondance.

Article 43

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par le code des sociétés et des associations tel qu'adopté par la loi du 23 mars 2019 et pour ce qui concerne la tenue de la comptabilité, par le livre III, titre 3, chapitre 2 du code de droit économique tel que modifié par la loi du 15 avril 2018.

Les statuts de l'association internationale des ludothèques ont été approuvés par l'assemblée générale des membres tenue le 21 avril 2021 via la plateforme virtuelle Zoom et signée par les titulaires de postes du conseil d'administration.



Dr Monica Stach
President



Michel Van Langendonck
Vice-président



Lilian Okal
Trésorière
Représentante africaine



Laura Van Laethem
Secrétaire



Maria Celia Marta Campos
Représentante américaine



Ana Lourenco
Représentante européenne



[PH Wong \(May 25, 2022 21:45 GMT+8\)](#)

Poai Hong Wong
Représentante asiatique



Debbie Williams
Représentante océanienne



STATUTES - ITLA - CONSTITUTION

I NAME, LOCATION, GOALS

Article 1

Hereby is composed an international association for educational and scientific purposes, the name of which is “International Toy Library Association – Association Internationale des Ludothèques”, here referred to as “The Association”.

This association is governed by the Belgian law of 25 October 1919 on non-profit organisations, amended by the law of 6 December 1954, the law of 2 May 2002 and the «Code des sociétés et des associations» adopted by the law of 23 March 2019 which states in particular that:

All acts, invoices, announcements, publications, letters, order notes and other documents, whether in electronic or non-electronic form, issued by the association must contain:

- Legal name, legal form or abbreviation,
- Precise indication of the registered office of the legal person
- The number of at least one bank account held by the association with a banking establishment established in Belgium
- If applicable, the email address and website of the legal person,
- If applicable, indication if the legal person is in liquidation

Any person who intervenes for the association without documented permission from the board may be declared personally responsible for all or part of the commitments made therein.

Article 2

The head office is located on the territory of the Brussels-Capital Region, boulevard Théo Lambert 36 at 1070 Brussels or at any other address on a decision of the Board of Directors. The board of directors may, if necessary, establish additional offices in other locations as may be deemed desirable and appropriate.

The address of its website is www.itla-toylibraries.org and its email address is info@itla-toylibraries.org

The ITLA archives will be stored in a place (physical or virtual) decided by the Board of Directors.

Article 3

The International Toy Libraries Association is an international non-profit organization of toy libraries associations and direct international members.

1. A toy library is a space that promotes the right to play. Toy libraries adhere to minimum standards where members engage and enjoy the use of games and toys,



operated by a trained toy librarian, offering a service that provides its members with opportunities for sharing and/or lending the games and toys. A toy library may be initiated by individuals, charitable organizations, local, regional or national governments or any other such group or operator. Members of toy libraries may be children, parents, grandparents, guardians, educators (school or not) of children, hospital staff and/or patients or any other person(s) interested in play, games and toys.

2. Toy libraries serve as a resource place as often as possible, providing information, advice and assistance to members in addition to the loan of games and toys.
3. The toy libraries care for everyone, regardless of ethnic origin, gender, disability, religion, language or nationalities.

Article 4

The goal of the association is to promote play, the objects of play and the playful interaction essential to an optimal educational, physical, psychological, social and cultural development. For this reason, the social object develops the following ideas and actions:

1. Promote the concept of a toy library as a way to bring play opportunities, and games and toys, or any other play materials to people.
2. Serve as a link between national toy libraries associations, continental groups, individual toy libraries and toy librarians by providing opportunities for international exchange of ideas and materials.
3. Establish World Play Day as a day that promotes the importance of play and toy libraries.
4. Maintain a link with other organizations, associations and individuals interested in or who may become interested in our social object, in order to share information about the role of toy libraries in educational, physical, psychic, social and cultural development.
5. To disseminate information about games and toys in the service of educational, physical, psychological, social and cultural development and to draw attention to those that could be harmful to them.
6. Organize periodic international events and conferences dedicated to the sharing of appropriate practices in toy libraries and debates on different aspects of playful interactions, games, toys and play materials
7. Promote and encourage play as a right.
8. Organize toy librarian's trainings.



9. Create an international toy librarian certification for members of the association.

Article 5

The association may resort to and use all legal means necessary or useful for the attainment of one or each of the purposes for which it is founded and for this purpose may secure, dispose of and distribute personal funds and property.

II ADHESION

Article 6

Membership in the International Toy Libraries Association is first and foremost open to national toy libraries associations. The word “national” refers as much to all countries as to the nations that make up them with complete legal autonomy. The International Toy Libraries Association may also host any other organization, association, toy library or physical person interested in its purposes set out in Article 4. The association must have at least 9 members.

Article 7

The amount of the members’ contributions is fixed and periodically reviewed by the board of directors. Membership fees cannot exceed the amount of 400€.

Article 8

Members must meet the following conditions:

1. Agree to adopt the Articles of Association
2. Be in order of contributions in the amount determined by the Board of Directors. A default payment is equivalent to the termination of membership.
3. Accept the publication of their names and addresses on the association’s official lists.

Approval of new members is submitted to the Board of Directors.

Article 9

The exclusion of a member of the association may be proposed by the board of directors, for attitude that has caused ethical and/or material damage to the association. The member must present a defense within 15 days, under penalty of being automatically deprived of his membership status. The exclusion proposal must be approved by a majority vote of 2/3 of the voting members of the general meeting, present or represented, after hearing the defense of the person concerned. The General Assembly may decide on the exclusion of a member only if it has been explicitly indicated in the convocation and if the General



Assembly meets a quorum of at least 2/3 of the members present or represented by proxy. Any member can represent only two other members by proxy.

Article 10

Each country represented among the members shall designate a representative as a contact person to serve as a link between that country and the association. It is the responsibility of each contact person to communicate fully with their own country and to respond to requests from the association's board of directors.

III GENERAL ASSEMBLY

Article 11

The General Assembly is composed of all the members of the association. It is held at each international congress, or the General Assembly is held elsewhere, in person, or virtually, as determined by the board of directors of the association. A Special General Assembly may be scheduled by the members and/or the board of directors if needed. A Special General Assembly should adhere to all articles as outlined in this statute. It has all the powers necessary to achieve the goals of the association.

Article 12

The powers and responsibilities of members include without limits:

1. Approval of the association's budget and accounts
2. Review, discussion, approval of reports and discharge of directors
3. Election and Dismissal of Board Members
4. Modifications, amendments or overhauls of the statutes
5. Dissolution of the Association

Article 13

1. The members of the Association shall meet periodically, either-at the International Conference of the Association, or, on the date and place designated by the Board of Directors.
2. The Association's meeting can take place either in-person or virtually using a suitable electronic platform.
3. The notice of meeting shall be sent to any member at least 6 weeks before the date fixed, by e-mail or any other suitable ways. It contains the agenda, date, time and location/link to the meeting. The documents to be discussed at the General Meeting must be attached.



4. Members will receive an agenda with all the discussion points as well as any decisions or votes that is to be taken. Members have the right to know, prepare and contribute to all decisions. At least 25% of all members need to be in agreement to pass a decision.

Article 14

At the general meeting, the voting rights are distributed as follows:

- Each national toy libraries association member has 10 votes through its designated representative
- Each toy library member has 2 votes via its designated representative
- Any other moral or physical person member has 1 vote

In the event of disagreement on voting rights, the Board reserves the right to decide who has the right to vote.

Article 15

At each meeting of members, a majority of present or represented members or having expressed their vote by post or electronically shall constitute a quorum of 25% to allow decisions to be taken. An absolute majority vote among such a quorum shall be sufficient for any decision taken at such meeting, except in cases where otherwise decided by law or these statutes.

Article 16

Each voting member may be represented at the general meeting by another voting member by signing a specific proxy or by a confirmation of postal or electronic voting. Each voting member may only represent two other members by proxy.

Article 17

Any action taken by the members of the association may be taken following a vote by mail or electronic mail, provided that a majority of the contact persons and representatives who have responded vote in favour.

Article 18

The decisions of the general meeting are recorded in a register of minutes, signed in-person or electronically by the general representatives of the association and kept at the registered office.

Decisions on statutory changes, appointment and dismissal of directors and day-to-day management delegates, as well as the dissolution or transformation of the association are



reported to the company Court Registry – Le greffe du tribunal de l’entreprise to be published in the Belgian Monitor.

IV BOARD OF DIRECTORS

Article 19

The Board of Directors directs the affairs of the Association and may undertake on its behalf any act necessary for its administration, except those reserved under these Statutes for the sole exercise of its members.

The powers and responsibilities of the Board of Directors include without limits:

1. Acceptance or Rejection of Membership
2. Determining the amount of service contributions and payments
3. The opening of a bank account in order to manage the membership fees, the participations and donations received and make any payment necessary for the activities of the association.
The president and the treasurer have signing authority on the association’s account.
The Vice-President or Secretary will also approve payments.
4. Election of the President, Vice-President, Secretary, Treasurer and such other persons as the Board may deem advisable
5. Draft agreements on behalf of the Association and commit the Association’s resources to meet any contractual obligations
6. Purchase, sell or lease real property or equity
7. Hire, supervise and terminate employees
8. Consult with experts when needed
9. Review Terms and Conditions of Membership
10. Establish Commissions
11. Ensure a vacancy on the Board of Directors until the next General Meeting or Special Meeting called for that purpose
12. Represent the interests of members with respect to individuals, other organizations and public authorities.



Article 20

The Board of Directors shall consist of four full members and not less than three simple directors. The members of the Board of Directors are members of the association and reflect the geographic distribution of the association's members. At least one member of the Board must be a Belgian national. A representative of the organizers of the next international conference is to sit on the board of directors. The directors shall designate the post holders; they shall establish the role of the additional members who shall be introduced and admitted by the members at the general meeting.

Article 21

The Directors shall be elected by the Members at the General Assembly and shall hold office until the next General Assembly, after which they shall be deemed to resign ex officio. Directors may be elected by the members several times in a row. The President shall remain in office for at least two terms, subject to the terms of Article 23, in which case the Board of Directors shall appoint a President.

Article 22

The Board of Directors can meet online or in person at least once a year. A majority (half plus one) of the directors, including two post holders, constitutes a quorum for a meeting and the vote of at least a majority of the directors constitutes a share of the board of directors. Records of all meetings is required.

Article 23

Any proposal potentially introduced at a meeting of the directors may be put to a vote by mail if the directors deem it appropriate. The proposal to be voted on by mail (postal or electronic) must be sent to all members of the Board of Directors and must be approved by a majority of them.

Article 24

A Director may resign at any time upon written notice to the President. A director may be suspended from office at any time if his or her actions or attitudes have caused ethical or material damage to the association or when it appears that his or her duties as a director have not been fulfilled to the detriment of the functioning of the board of administration. The administrator must submit a justification within 15 days of notification or be subject to an automatic suspension. After having read this defense, the suspension must be the subject of a postal vote or a conference call of at least 2/3 of the directors then in office. Such cases will be examined at the next general meeting.

Article 25

If a vacancy occurs before the expiry date for an incumbent or other director, the replacement shall be filled by agreement of the members of the board of directors and the



person chosen shall remain in office until the expiry date.

V OFFICIAL POSITIONS

Article 26

The official positions of the association are the president, vice-president, secretary and treasurer who are elected to the board of directors.

Article 27

Each holder of an official position shall be elected by the Board of Directors after each General Assembly for a period of three years.

Article 28

The President is the Principal and chairs the meetings of the Association and the Board of Directors and is a de facto member of all committees. At general meetings or when he (she) deems it advisable, he (she) communicates to the association or to the board of directors any matter or suggestion deemed favourable to the association and performs the other necessary tasks or prescribed by the board of directors. The President may make a presidential decision in the event of a proven emergency. He/she is accountable to the Board of Directors at the earliest opportunity. All documents related to the association are signed by the President.

Article 29

The Vice-President shall be responsible for carrying out the duties of the President in the event of his/her absence or temporary unavailability at meetings, as well as such other tasks as the President or the Board of Directors may assign to him/her.

Article 30

The Secretary and Treasurer shall act in accordance with the duties and responsibilities normally assigned to their positions.

Article 31

The members of the Board of Directors and of the committees may be paid for activities and projects approved by the Board of Directors and carried out in the course of their duties, on presentation of the relevant supporting documents for approval by the Board of Directors, unless the Board has stipulated the amount of the reimbursement prior to the activity.



VI COMMITTEES

Article 32

The Board of Directors shall appoint a nominating committee at the time of the General Assembly, which shall propose to the members of the General Assembly a list of candidates for each elective position to be filled, including the President, Vice-President, Secretary, Treasurer and other members of the board of directors. The Past President chairs the Nominating Committee, which includes, but is not limited to, a Board member, another Director and two other members.

Article 33

The President, with the approval of the Board of Directors, may appoint other temporary or standing committees, expert committees, working groups or study groups from time to time as may be necessary to further the purposes of the Association.

Article 34

Legal actions are undertaken by the Board of Directors represented by the President or another member designated for this purpose by the Board of Directors.

VII CHIEF EXECUTIVE

Article 35

The Board of Directors has the power to supervise the management of the association by remunerating an executive, a delegated person authorized to act on behalf of the Board of Directors in order to perform the decisions taken.

Article 36

The Executive Head shall be responsible for the conduct, control and direction of the Association's head office and shall carry out and report on the tasks assigned to him by the Board of Directors. The Executive Head shall collect all sums paid or due to the Association, including dues and contributions, and deposit these sums in the Association's bank account and shall make transfers from this account in order to pursue the purposes of the Association, with the authorization of the Board of Directors.

Article 37

A financial assessment and an expenditures and revenues account shall be prepared on a regular basis by a publicly accredited accountant, hired by the board of directors and at other times decided by the board of directors for the expenses of the association.

VIII CONTRIBUTIONS

Article 38

The annual accounting year ends on 31 December.

Article 39

The Board of Directors may call for a specific contribution if additional funds are required, regardless of their purpose.

IX DISSOLUTION

Article 40

The Association shall use its funds solely for the purposes and objects specified in these Articles of Association and no part of such funds shall be used by or distributed to the members of the Association.

Article 41

In case of dissolution of the association, the remaining sums will be redistributed to a charitable organization with similar aims to those of the association. Except for judicial dissolution, only the General Assembly may decree the dissolution of the association in accordance with Book II, Title 8, Chapter 2 of the Companies and Associations Code as adopted by the Law of 23 March 2019.

X AMENDMENTS

Article 42

The statutes may be amended, modified or deleted in whole or in part by the members of the Association at any ordinary or extraordinary General Assembly meeting, with a quorum of 2/3 members present (physically or via videoconferencing) provided that these amendments, adjustments or deletions were sent to the members of the General Assembly at least 30 days before the date of the meeting or 2/3 of the members of the General Assembly voted by correspondence.

Article 43

Anything not explicitly provided for in these Articles of Association shall be governed by the Companies and Associations Code as adopted by the Law of 23 March 2019 and as regards the keeping of accounts, by Title 3 of Book III, Chapter 2 of the Code of Economic Law as amended by the Law of 15 April 2018.

The Statutes of the International Toy Libraries Association were approved by the General Meeting of Members held on July 13, 2019 and signed by the incumbents of the Board of Directors.

This constitution was approved at a Special General Meeting held on 21 April 2021 via Zoom.



Dr Monica Stach
Chairperson



Michel van Langendonckt
Vice-chairperson



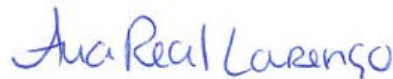
Lilian Okal
Treasurer/African Representative



Laura van Laethem
Secretary



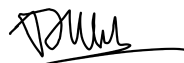
Maria Celia Malta Campos
America Representative



Ana Lourenco
European Representative


[PH Wong \(May 25, 2022 21:45 GMT+8\)](#)

Poai Hong Wong
Asian Representative



Debbie Williams
Oceania Representative